Le despotique Azerbaïdjan juge de la France à la Cour Européenne des Droits de l’Homme !

écrit par Antiislam | 16 septembre 2022

Avant-hier, j’écoutais la chronique de Charlotte d’Ornellas, sur C-News, consacrée à la Cour Européenne des Droits de l’Homme (CEDH) qui entend imposer à la France le « rapatriement » (sic) des femmes djihadistes de Syrie et d’Irak..

Passons sur ce qui a été souligné par beaucoup de

commentateurs de notre site, l'abjection du qualificatif « rapatriés » pour ces musulmans qui ont tourné leurs armes contre la France.

Charlotte d'Ornellas montrait à l'antenne un panneau faisant état de « 46 Etats membres de la CEDH ».

https://www.coe.int/en/web/portal/46-members-states

https://www.echr.coe.int/pages/home.aspx?p=court/judges&c=fre

Je n'avais pas percuté mais l'Union Européenne ne compte que 27 membres, pas 46 !

Notre ami Joël nous donne la solution et nous fait découvrir cette horreur absolue: l'Azerbaïdjan est membre de la CEDH !!

Commentaire de Joël :

Savez-vous que la CEDH cour "EUROPÉENNE" est composée de 46 pays et non 27 ?
Un exemple : l'Azerbaïdjan (pays islamique) qui vient d'agresser l'Arménie en fait partie.

Et il y en a d'autres.

Et que bon nombre de magistrats sont soudoyés par Soros.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Cour_européenne_des_droits_de_l%27homme

Voilà donc la France jugée à la CEDH par un Etat musulman voyou (pléonasme).

Un Etat musulman impérialiste, colonisateur, qui massacre ouvertement les chrétiens arméniens, qui colonise leurs terres, qui détruit leurs églises ou les transforme en mosquées …

TOPSHOT – An Azeri soldier hangs the flag of Azerbaijan in the city of Jabrayil, where Azeri forces regained control during the fighting with Armenia over the breakaway region of Nagorno-Karabakh on October 16, 2020. Fresh explosions rocked the capital of the disputed Nagorno-Karabakh region on October 16 as Azerbaijan claimed fresh advances in nearly three weeks of fighting that have claimed more than 700 dead. / AFP / Bulent Kilic

Et dans la liste des membres de la CEDH, il y a le protecteur de cet Etat voyou, autre Etat voyou au plus haut degré, qu'est la Turquie !

Restons simplement positifs, sans même s'indigner que la France soit jugée par des Etats musulmans au nom des Droits de l'Homme, eux qui n'ont pour loi que l'infecte loi islamique: la charia.

En quoi, donc, ces pays de colons, en plus, sont-ils européens ?

Oui, il faut remettre en cause, et très vite, notre appartenance à cette imposture qu'est l'Union dite européenne …

Complément de Christine Tasin

Extraits intéressants de wikipedia…

Ce pays est membre de plus de quarante organisations internationales, dont l'ONU, le Conseil turcique, la Communauté des États indépendants, l'Organisation de la coopération islamique et le Conseil de l'Europe.

En septembre 2020, le pays se lance dans la guerre de 2020 au Haut-Karabagh, conflit dont l'objectif avoué est de reprendre le territoire perdu pendant la guerre du Haut-Karabagh.

L'Eurovision qui s'est déroulé dans le pays entre le 22 et le 26 mai 2012 a donné l'occasion aux pays occidentaux de s'intéresser à la politique menée par le président actuel, Ilham Aliyev. Les médias envoyés sur place pour couvrir l'Eurovision ont rapidement constaté de nombreuses atteintes aux droits de l'homme telles que la répression violente de manifestations par les autorités, la mise en détention illégale de journalistes, les faux procès mis en place par le dirigeant, les éventuels trucages des élections. Des opposants au régime qui cherchaient à attirer l'attention sur la situation de leur pays se sont fait violemment réprimer par les autorités et des journalistes étrangers ont été battus[39].

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme s'est dit très « préoccupé » par l'action du président Aliyev, qui a gracié, couvert de louanges et promu l'officier Safarov, qui avait été reconnu coupable du meurtre par décapitation de l'officier arménien Margarian[41]. « Des crimes de haine, d'origine ethnique, de cette gravité, doivent être punis et non glorifiés par des dirigeants politiques »[42], a souligné le porte parole de l'instance onusienne à Genève. Ban Ki Moon, secrétaire général de l'ONU, s'est dit lui aussi préoccupé par l'affaire, tout comme les États-Unis.

Le pays est régulièrement qualifié de dictature. Il est classé 162e sur 180 pays par Reporters sans frontières en matière de liberté de la presse et 160 opposants politiques, dont 16 journalistes et écrivains, sont incarcérés par le régime en 2017[43].

j